

Namur, le 3 avril 2020

A Messieurs les Ministres-Présidents
de la Région wallonne et de la
Fédération Wallonie-Bruxelles

Concerne: **État des lieux et propositions du secteur à profit social dans la gestion de la crise sanitaire, sociale et économique en lien avec la pandémie de Covid-19**

Nos réf.: L2020-019

Personne de contact : Dominique Van de Sype – dominique.vandesype@unipso.be

Messieurs les Ministres-Présidents, cher Monsieur Di Rupo, cher Monsieur Jeholet,

Dans le contexte de la crise sanitaire et économique à laquelle le monde doit faire face, l'UNIPSO, souhaite apporter son soutien et son expertise aux Gouvernements de la Région wallonne et de la Fédération Wallonie-Bruxelles afin de résoudre au plus vite cette pandémie. Nos membres, que ce soit en première ligne ou en backoffice, se mobilisent et portent haut et fort, souvent avec courage et abnégation, les valeurs de solidarité de nos secteurs.

Afin de pouvoir, d'une part, évaluer les impacts et, d'autre part, proposer des pistes d'actions, l'UNIPSO a réalisé une enquête avec l'appui de ses fédérations membres. Cette enquête permet à de nombreuses associations de faire remonter leurs préoccupations actuelles et futures, dont certaines ont d'ores et déjà été rencontrées par les Gouvernements et/ou les Administrations. Sur base de cette enquête, nous avons établi un état des lieux et formulé des propositions intersectorielles qui font l'objet du présent courrier.

ÉTAT DES LIEUX

La finalité des entreprises à profit social est de répondre aux besoins sanitaires, sociaux et culturels de nos concitoyens et cela, qu'elles soient agréées, (partiellement) subventionnées ou non. Il importe de reconnaître leur rôle selon leur secteur d'activité, mais aussi l'impact différencié de la crise selon les spécificités de leurs modes de financement.

Certaines sont en première ligne dans la lutte sanitaire (les hôpitaux, les institutions socio-sanitaires, les services sociaux d'hébergement, les services résidentiels de soins spécialisés, les services d'aides et soins à domicile, etc.) d'autres sont exposées (les crèches, l'aide à la jeunesse...).

Ces structures sont confrontées à des difficultés pratiques dans le respect des consignes, par la mise en quarantaine ou le confinement, la sécurité du personnel, ou encore les tensions induites notamment par la relation avec les bénéficiaires.

Comme d'autres acteurs économiques "non essentiels", certains services ont été mis à l'arrêt totalement ou partiellement. Des prestations ont été supprimées, des activités annulées et du personnel a été mis en chômage temporaire. Des entreprises ont adapté leur offre, par des dispositions innovantes (parfois grâce aux outils numériques) afin de préserver des dispositifs psychomédicosociaux construits dans la durée et fragiles.

Pour des catégories de "travailleurs.euses spécifiques" (bénévoles, stagiaires, personnel mis à disposition, travailleurs Article 60, travailleurs en insertion ou indépendants), les collaborations ont dû être suspendues. Cette situation accentue la charge sur le personnel qui reste en activité, avec, pour ces travailleurs.euses, des conséquences physiques, mentales et psychologiques pouvant mener, à terme, à une mise en incapacité.

Ces entreprises sont directement et immédiatement impactées par des pertes de financements liées aux bénéficiaires, à la facturation de biens et de services, au dédommagement d'activités, etc. A ces pertes de revenus s'ajoutent une augmentation des charges salariales (accroissement des heures inconfortables, travail de nuit, augmentation des temps de travail, absentéisme, maladie, etc.) et une augmentation des frais de fonctionnement (matériel de protection et d'hygiène, pertes de stocks alimentaires), et que par ailleurs les charges fixes subsistent (loyers, énergie).

La Wallonie et la Fédération Wallonie-Bruxelles sont confrontées à une crise sans précédent et la priorité va logiquement à la gestion de l'urgence. Dans ce contexte, les mesures et les fonds d'urgence extraordinaires rapidement mis en place par les Gouvernements de la Wallonie et de la Fédération Wallonie-Bruxelles, constituent une réponse certes appréciable, mais partielle par rapport aux besoins des entreprises à profit social. Nous passerons donc en revue ces préoccupations sous la rubrique "propositions d'actions" ci-après. Elles qui méritent un travail continu, en concertation avec les représentants de ces entreprises.

Dans le même esprit, les modalités de gestion de sortie de crise nécessiteront également, dans un second temps, une concertation avec les secteurs.

PROPOSITIONS D' ACTIONS

COUVERTURE DES RISQUES DE PERTES DE FINANCEMENT

En guise de principe général et pour laisser le temps de discuter sereinement, nous suggérons d'avoir un accord de principe de **non-récupération des budgets par secteurs**, sur la période de confinement, pour que ces moyens éventuellement non consommés sur base des critères applicables d'ordinaire, soient disponibles pour des mesures spécifiques **de sauvegarde et de relance** des secteurs à négocier en période plus calme.

Garantie des financements

- ▶ Etendre formellement la garantie de maintien des subventions, même en cas d'arrêt total ou partiel des activités, à l'ensemble du secteur à profit social wallon et communautaire (à l'instar de ce que le Gouvernement wallon a proposé pour une série de secteurs au niveau wallon ou de ce que le Ministre de la petite enfance a proposé pour le secteur des milieux d'accueil de la petite enfance en FWB) en ce compris :
 - Aux entreprises dont les activités sont similaires à celles des secteurs repris mais qui ne sont ni agréées ni (ou partiellement) subventionnées ;

- Aux subventions facultatives (comme le Gouvernement bruxellois l'a annoncé pour les entreprises relevant de la COCOF et de la COCOM) ;
- ▶ Etendre à tous les secteurs wallons et à ceux de la Fédération Wallonie-Bruxelles le principe de calcul temporaire des subventions, subventions facultatives et subventions APE sur base d'une référence antérieure, comme le Gouvernement wallon l'a prévu pour certains secteurs (base 2019 ou février 2020 si les chiffres sont disponibles) ;
- ▶ Déterminer et communiquer rapidement quelle sera la procédure de régularisation et les conséquences pour chaque type de financement, par exemple, en cas de mise en chômage temporaire de tout ou partie du personnel ;
- ▶ Garantir les subventions structurelles, notamment en assimilant les périodes non-prestées à du travail presté pour les secteurs subsidiés qui vont être confrontés à une diminution, à l'arrêt ou à la réorientation de leurs activités.

Elargissement/adaptation des financements compte tenu des besoins

- ▶ Suspendre les délais tant en Wallonie (comme déjà arrêté) qu'en FWB. Afin d'assurer la sécurité juridique, il est important que chaque administration et chaque UAP communique quel sont les délais qui sont concernés par cette suspension. Il est également important que les administrations permettent le report du dépôt des pièces justificatives, des procédures d'inspection, etc. ;
- ▶ Mettre en place des mesures dérogatoires d'admissibilité exceptionnelle de dépenses non-prévues directement mais liées à la crise et des simplifications administratives, notamment par des procédures électroniques ;
- ▶ Accélérer et simplifier la liquidation des avances sur subventions afin de ne pas ajouter une pression supplémentaire sur la trésorerie des entreprises. La FWB prévoit déjà la possibilité d'accélérer la liquidation des subventions prévues en 2020 et même le paiement anticipé de certaines subventions pour les activités culturelles et associatives qui ne peuvent se tenir en raison du confinement et pour lesquelles la rémunération des prestataires finaux doit être assurée. Il en est de même pour les milieux d'accueil de l'enfance. Ce principe devrait être étendu à d'autres secteurs ;
- ▶ Élargir le bénéfice du Fonds Écureuil de la FWB à tous les secteurs concernés par la crise pour faciliter l'accès à des avances de trésorerie ;
- ▶ Considérant l'hybridation des ressources, des activités et des modes de subventionnements, permettre une perméabilité temporaire des subsides (ex. : APE, RW, etc.) afin de limiter les pertes sur les charges salariales et de favoriser les dynamiques de solidarité au sein des équipes ;
- ▶ Immuniser l'ensemble des procédures de contrôle, notamment au niveau de l'emploi (ex. : APE, avances annuelles ETA), pendant la période de confinement ;
- ▶ Octroyer exceptionnellement et temporairement des points APE pour faire face à des besoins de recrutement particuliers face à l'accroissement du personnel en incapacité de travail ou aux surcharges de travail.

Anticiper/répondre à/pallier les difficultés de trésorerie

- ▶ Elargir temporairement le champ d'application des outils wallons (SRIW, SOGÉPA, SOWALFIN, SOWESCOM) qui sont mobilisés pour apporter des garanties financières afin de faciliter le rééchelonnement des remboursements de crédits bancaires et offrir des crédits de trésorerie au taux interbancaire. Cela permettrait d'aider davantage d'entreprises que celles qui sont reprises dans le champ d'application de Wallonie-Santé ;

- ▶ Mettre en place pour l'ensemble des secteurs relevant de la FWB, un moratoire des prêts en cours et des prêts de "trésorerie d'urgence" à l'instar de ce que permet le fonds d'investissement Start à destination des entreprises culturelles et créatives.

Fonds pour interventions complémentaires

- ▶ Evaluer les mesures de soutien issues des fonds spéciaux d'urgence, en prenant en compte les coûts moyens et le niveau des subsides maintenus pour établir les montants des interventions, la solidarité entre les secteurs et éviter que certains secteurs soient sous-financés ;
- ▶ Prendre davantage en compte les pertes liées à la quote-part des bénéficiaires. La Wallonie a fait un premier effort important mais le montant forfaitaire de 5.000€ par entreprise pour trois mois, demeure largement insuffisant pour éviter des pertes d'emplois ou la suppression d'activités. C'est le cas, en particulier, dans les secteurs où ces quotes-parts constituent une volet important des recettes des entreprises, par exemple, dans les entreprises de travail adapté (ETA) ou dans les services d'aides aux familles et aux aînés (SAFA) ;
- ▶ Préciser, en FWB, les conditions d'accès à ce fonds, notamment au regard du critère de "viabilité–mise en danger", en prenant en considération les impacts de la crise sur l'ensemble des secteurs qui relèvent de sa compétence ;
- ▶ Alimenter un fonds complémentaire pour venir en aide aux entreprises du secteur à profit social qui ont dû suspendre des activités qui généraient des recettes propres, indispensables pour financer leur mission de base et pour garantir leur équilibre financier ;
- ▶ Poursuivre l'identification des impacts directs et indirects de la crise en vue de planifier, dans le temps, les besoins complémentaires en termes de moyens.

PROTECTION SANITAIRE DU PERSONNEL ET DES BÉNÉFICIAIRES

- ▶ Par souci de protection du personnel qui est exposé au quotidien dans les secteurs tant résidentiels que ceux du domicile, il sera opportun qu'une mesure spécifique soit également prise à l'instar d'autres secteurs (aides en nature ou financement des coûts du matériel...);
- ▶ Autoriser le transfert de personnel entre les secteurs afin de combler les carences en personnel (ex. : entre centres de jour et institutions d'hébergement). De même, la mutualisation des forces de travail (notamment sur base volontaire) entre les différentes entreprises d'un même secteur, telle que pour l'aide à la jeunesse, doit être étendue et promue au sein des autres secteurs où il est possible de la mettre en œuvre ;
- ▶ Poursuivre la centralisation de l'évaluation des besoins d'approvisionnement en matériel de protection et de couverture prioritaire des tests de dépistage pour l'ensemble des services actifs en première ligne (ex. : hôpitaux, santé humaine, services sociaux d'hébergement et de soins résidentiels spécialisés, aide à la jeunesse, aides et soins à domicile), y compris les services non agréés et non ou partiellement subventionnés ;
- ▶ Réquisitionner des lieux d'hébergement afin de pouvoir offrir des espaces d'isolement pour les bénéficiaires qui présenteraient des symptômes du Covid-19 (ex. : dans le secteur de soins résidentiels et d'hébergement pour personnes handicapées).

L'enquête que nous avons effectuée sur un échantillon représentatif d'entreprises et de secteurs a, sans surprise, démontré que les entreprises du secteur à profit social ont besoin de réponses leur permettant tant de faire face à leurs activités en première ligne pour lutter contre la propagation du Covid-19

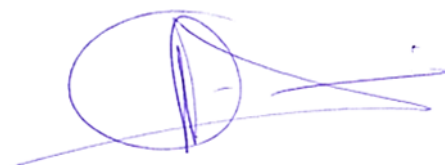
(matériel sanitaire, personnel...) que de pouvoir prendre des décisions pour la poursuite de leurs activités à court et moyen terme (mise en chômage temporaire de travailleurs, impact de la crise sur les subventions...). Ces témoignages ont mis à jour la nécessité de communiquer et de collaborer à la mise en place de solutions concertées pour permettre une lutte efficace sur le terrain et assurer la continuité des services et la pérennité du secteur à profit social.

La concertation avec l'UNIPSO et ses fédérations membres est donc plus que jamais indispensable pour gérer cette crise tant pendant la durée des mesures de confinement qu'en prévision de la sortie de crise et pour reconstruire, ensemble, un secteur à profit social performant.

En vous remerciant une nouvelle fois pour l'engagement et l'énergie que vos Gouvernements déploient dans la résolution de cette crise, nous vous prions de recevoir, Messieurs les Ministres-Présidents, l'assurance de nos sentiments distingués.



Stéphane Emmanuelidis
Président



Dominique Van de Sype
Secrétaire général